



SECTION
DE LA
HAUTE-MARNE



Bulletin d'information de la section locale F.O.-DGFIP

Audience avec le ministre Darmanin...ou pas !

Apprenant la visite du ministre de l'Action des Comptes Publics en Haute-Marne le mercredi 5 septembre, la section FO DGFIP a demandé une audience avec le ministre.

Audience accordée le jeudi 6 septembre à midi à la cité administrative.

Guillaume Tavin et Rachel Sugneau se sont donc rendus au RDV mais en lieu et place du ministre a été envoyé son conseiller accompagné du directeur adjoint de notre DGFIP.

FO a exprimé son mécontentement quant à l'absence du ministre qui n'a même pas pris le temps de rencontrer les organisations syndicales de son ministère lui préférant les agapes avec les élus locaux ! Nous apprendrons par la suite que notre DGFIP Bruno Parent était également présent et n'aura également pas daigné nous rencontrer.

Notre entretien a débuté par la lecture d'une lettre au ministre :

Monsieur le Ministre,

Depuis des années, la DGIFP met en œuvre une politique drastique de dissolution du réseau de proximité des finances publiques. Les directions locales appliquent évidemment ces politiques pour de sombres motifs budgétaires sans tenir compte des besoins des usagers.

Depuis des années, les services ferment, fusionnent. Au 1^{er} janvier 2019, ce ne sont pas moins de quatre trésoreries qui sont proposées à la fermeture (Bourbonne-les-Bains, Bourmont, Nogent et Wassy), ce malgré la mobilisation des agents et des élus.

Dans vos discours, vous évoquez souvent la ruralité et pourtant toutes les décisions politiques vont à l'encontre du projet de cohésion du territoire. La défense de la ruralité fait partie des préoccupations des citoyens, et pourtant les services ferment année après année. Les usagers devront encore faire de plus en plus de kilomètres pour effectuer leurs démarches administratives.

Vous évoquez également la déconcentration des structures urbaines au profit des zones rurales et dans le même temps vous poursuivez la destruction du maillage territorial de notre département.

La création de Maisons de Services au Public ne peut répondre aux réels besoins des usagers, surtout quand celles-ci disposent d'agents issus de diverses administrations sans formation aucune en matière fiscale et de gestion publique.

La mise en place de la e-administration n'est pas une solution à la hauteur de nos besoins car notre département a une population vieillissante, fragilisée. De nombreuses « zones blanches » subsistent encore, sans parler du haut débit inexistant parfois.

Le 30 juin dernier, sénateurs, maires et députés ont manifesté à Nogent pour dénoncer la destruction du service public en milieu rural et ont demandé le maintien des trésoreries de proximité. Monsieur le ministre, il est en votre pouvoir de décider d'abandonner ces fermetures.

Depuis 5 ans, ce ne sont pas moins de 70 emplois qui ont disparu en Haute-Marne, portant le nombre d'agents de 350 à 280.

Lors des mobilisations d'octobre, de décembre 2017, de mars 2018, c'est près de la moitié des agents de la DDFIP Haute-Marne qui a fait part de sa colère et a souhaité montrer les difficultés à exercer ses missions dans des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Concernant le PAS, nous sommes fermement opposés à sa mise en place et souhaitons vous rappeler que notre système de mensualisation avait largement fait ses preuves. Nous considérons que la collecte de l'impôt doit rester une mission de l'État. Il est inacceptable que les compétences des agents des Finances Publiques puissent être mises en doute comme elles l'ont été durant la semaine passée.

Toute cette cacophonie va laisser des traces. Les contribuables continueront à solliciter les services de la DGFIP pour obtenir des réponses ou des assurances que les agents seront bien en peine de leur donner tant que les améliorations promises n'auront pas été traduites dans des textes législatifs et réglementaires. Encore une fois, nous allons faire les frais de cette politique tournée uniquement sur la communication !

Et que dire de la suppression de la Taxe d'Habitation, l'avenir de la redevance audiovisuelle adossée à la TH.

Encore une fois, nous avons l'impression qu'une seule chose compte : casser les services de la DGFIP ! Tout est fait dans la précipitation, sans concertation, sans moyen, sans tenir compte des contextes locaux et que dire des personnels « consultés » sans l'être vraiment.

Aujourd'hui, vous allez visiter le premier Service FACTurier rural de France. Malgré les interventions des organisations syndicales et les doléances des collègues demandant un report de sa mise en œuvre, celui-ci a été créé « bon gré malgré » car l'essentiel est l'image de la DGFIP.

Nous souhaitons simplement vous rappeler, Monsieur le Ministre, qu'avant tout, les agents des finances publiques sont des fonctionnaires d'État mais surtout des femmes et des hommes. Leur conscience professionnelle n'a jamais failli et ce, malgré toutes les réformes mises en œuvre par les gouvernements successifs.

Aujourd'hui, Monsieur le Ministre, ces femmes et ces hommes attendent le respect et la reconnaissance de leur investissement sans faille.

Monsieur le Ministre, quand allez-vous prendre la mesure de la dégradation de nos conditions de travail ?

Monsieur le Ministre, quand allez-vous comprendre que notre rôle est de garantir les recettes de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux et combien la séparation ordonnateur/comptable est essentielle ?

Monsieur le Ministre, quand allez-vous arrêter la destruction du maillage territorial des finances publiques ?

Monsieur le Ministre, quand allez-vous stopper les suppressions d'emplois ?

En réponse, le conseiller du ministre s'est interrogé sur le SFACT et les inquiétudes des collègues. FO a répondu que les collègues ont demandé un report de la création de ce SFACT mais que la direction locale n'y a pas répondu pour des motifs de communication.

Le conseiller a tenté, vainement, de nous convaincre des bienfaits du Prélèvement A la Source.

FO a argué du fait que la communication purement politique sur le sujet mettait en difficulté les services de la DGFIP en charge de sa mise en œuvre. En effet, à chaque annonce médiatique, les usagers se ruent dans les services mais les textes réglementaires mettent des semaines voire des mois pour arriver. FO a ajouté que les usagers n'ont pas conscience qu'ils devront continuer à faire une déclaration et interpelle le conseiller sur la prétendue simplification. Le conseiller répond que le site Ulysse dispose d'une page spéciale PAS. FO répond que les agents disposent de moins en moins de temps pour se documenter.

FO a souhaité évoquer le contexte départemental de la Haute Marne, département rural par excellence. Nous avons rappelé que 20 % de l'effectif de notre DDFIP avaient été supprimés depuis 5 ans, que lorsqu'il y a fermeture et transfert de trésoreries, cela occasionne une augmentation des déplacements pour les collègues et pour les usagers, que les élus se sont mobilisés de manière importante pour sauvegarder le service public de proximité.

Le directeur adjoint a expliqué que ces propositions de fermetures étaient calquées sur le schéma intercommunal. FO répond que lors de son discours de juillet, le ministre a rappelé que qu'il n'y avait aucune obligation à se conformer au schéma intercommunal.

Le conseiller a ajouté que le ministre souhaitait avoir plus de visibilité, et qu'il ne souhaitait pas une concentration dans les grandes villes et qu'il souhaite réfléchir à un maillage territorial différent.

FO a ajouté que les fermetures ont un impact énorme sur tous les services de la direction et que proposer 4 fermetures, sans parler des transferts du recouvrement des impôts et des EPHAD c'était mettre en difficulté tous les acteurs de notre petite direction ! De plus, les Maisons de Service au Public ne répondront jamais aux besoins des usagers.

Le conseiller du ministre a ainsi clôturé cet entretien : « J'ai tout noté, je transmets vos doléances au ministre ».



ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES
DU 29 NOVEMBRE
AU 6 DÉCEMBRE 2018